ÉLECTIONS LÉGISLATIVES - 1re Circonscription - 4 MARS 1973

UNION
des Républicains de Progrès



UN CHOIX DE SOCIÉTÉ :

Votre vote du 4 mars 1973 engagera-t-il toute votre vie, tout l'avenir de notre pays ?

C'est certain.

Ces élections apparaissent en effet de plus en plus comme un choix de société. Entre quelles sociétés ?

L'une, **la société libérale et démocratique** — qui nous permet de vivre en communauté avec les grandes démocraties occidentales — a au moins deux avantages essentiels :

— C'est elle qui procure le niveau de vie le plus élevé.

— C'est elle qui garantit le mieux les libertés.

L'autre, **la société de socialisme bureaucratique**, a au moins deux défauts essentiels :

— son économie de contrainte freine l'élévation du niveau de vie ;

— elle brime les libertés essentielles : d'opinion, de religion, de propriété, d'héritage.

Pourquoi un pays libre, développé, démocratique est-il ainsi mis à l'épreuve ? Parce qu'un accord contre-nature a été signé entre les dirigeants communistes et ceux qui se sont récemment emparés du parti socialiste. La démocratie française court de ce fait un risque absurde.

L'ESSOR DE LA FRANCE :

Je dis absurde parce que depuis quinze ans, la France est bien partie. Entre 1968 et 1972, grâce à la continuité politique, notre économie a fait un bon en avant.

En quatre ans, notre production a augmenté de plus d'un quart, nos exportations de 70 %, l'épargne des ménages de 70 %. En quatre ans, le S.M.I.C. a presque doublé, le salaire moyen s'est accru de 63 %. Le minimum vieillesse est passé de 2.600 fr. au 1er janvier 1969 à 4.500 fr. au 1er octobre 1972, 316.000 handicapés bénéficient maintenant de la solidarité nationale.

Pourquoi citer ces chiffres ? Pour s'en satisfaire ? Au contraire. Je connais les efforts qui nous restent à faire sur le plan social. Mais ces chiffres montrent que l'essor de la France a profité au plus grand nombre et en particulier aux plus modestes. L'opposition a cessé de nier l'évidence au sujet de l'équipement de la France : les autoroutes, les universités, les stades, les hôpitaux nouveaux sont trop visibles. Mais l'augmentation du niveau de vie est aussi une évidence. Sans le phénomène mondial de la poussée des prix (dû à la crise du dollar) elle serait exceptionnelle. Elle est déjà remarquable. L'étatisation et le socialisme bureaucratique nous conduiraient à la regression, brisant cet essor.

L'EXPÉRIENCE AU SERVICE DE L'EFFICACITÉ :

L'expérience des affaires de l'Etat, l'appui de ceux qui le conduisent, c'est une chance dans la vie publique. Cette chance, je l'ai voulue au service de ma circonscription.

1968-1972 : En cinq ans, elle s'est développée avec une rapidité inespérée, des crédits inégalés, des dotations exceptionnelles.

1968 : G. POMPIDOU assimile Dijon à une métropole d'équilibre. C'est le débloquage des crédits autoroutiers, universitaires, hospitaliers, le feu vert pour la liaison Fos-Auxonne. L'avenir de la Côte-d'Or est changé.

Les équipements scolaires, sociaux (Foyers pour le 3e âge, pour les jeunes travailleurs, instituts pour les handicapés) progressent fortement.

Logements et usines nouvelles permettent le plein emploi.

Dans les communes rurales votre député s'attaque personnellement à tous les dossiers, grands ou petits (adductions d'eau, logements, assainissement, chemins, ramassage scolaire, écoles, C.E.S.) en étroite liaison avec les élus.

A l'Assemblée Nationale, il intervient dans les plus grands débats, jusqu'au moment où René BLAS, un des pionniers de l'industrialisation dijonnaise, défenseur ardent des commerçants et des artisans le relaie avec une conscience exemplaire.

Et combien de problèmes personnels réglés avec le souci d'aider les plus défavorisés !

REFUSEZ L'AVENTURE :

« *Pour les peuples le chemin de l'inconnu mène toujours au malheur* » a dit récemment Georges POMPIDOU, en annonçant qu'il refuserait de « se renier », et en invitant solennellement les Français à la réflexion.

Ceux qui promettent tout apportent toujours le malheur. Le socialo-communisme, c'est la crise financière et économique dans les six mois, le chômage, la pénurie ; c'est l'isolement de la France en Europe, la fin de son rôle dans le monde.

Et quelles secousses en perspective, quelles épreuves pour les Français, à commencer par les plus modestes, que les crises frappent les premiers !

UNE GRANDE ESPÉRANCE :

Si l'on ne brise pas son exceptionnel essor économique, la France sera dans cinq ans le pays le plus prospère d'Europe, et tous les Français en bénéficieront : plein emploi, hausse des revenus des salariés et des travailleurs indépendants, des retraités. Je ne vous ferai pas, catégorie sociale par catégorie sociale, un catalogue de promesses démagogiques. Mais par exemple, qui a doublé, comme nous, en cinq ans le minimum vieillesse a le droit de promettre de le doubler encore dans les cinq ans. Qui, a comme nous, décuplé en dix ans la longueur d'autoroutes, peut la tripler en cinq ans. Ceux qui ont institué comme nous la mensualisation, la participation, une vraie formation permanente veulent vraiment changer la condition ouvrière. Au contraire, le socialisme bureaucratique a éliminé l'agriculture familiale, le commerce indépendant, le syndicalisme libre, et ne peut rien leur promettre de bonne foi.

Voilà la différence entre un programme d'illusions et un contrat de progrès.

Seule la liberté économique et politique garantit le progrès social.

Au soir du 4 mars, la France saura si elle reste une démocratie libérale et une démocratie de progrès.

Ecoutez l'appel du Président de la République.
Choisissez sérieusement des élus sérieux.
Préservez à temps la liberté, l'économie, la paix.

Remplaçant éventuel :



René BLAS

Avec l'UNION DES RÉPUBLICAINS DE PROGRÈS

Robert POUJADE

Ministre délégué auprès du Premier Ministre
Conseiller Général de la Côte-d'Or
Maire de Dijon

(Candidat de l'Union des Républicains de Progrès, de l'Union des Démocrates pour la République, des Républicains Indépendants, du Centre Démocratie et Progrès)

Imp. BERTHIER & Cie - DIJON